

Responsable d'entreprise de sécurité

RNCP38113 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 5
Code(s) NSF	344, 344t
Formacode(s)	32054, 42854
Code(s) ROME	M1302, K2503, K2502
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	18/10/2023
Date d'échéance	18/10/2025

Certificateur(s)

ASP BODYGUARD · SIRET : 75058009400027

ASP BODYGUARD · SIRET : 75058009400035

Partenaires habilités

3 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 3 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
AZS FORMATION	82016444000019	Former
ECOLE NATIONALE DU SPORT	90055692900033	Former
INSTITUT REGIONAL DES METIERS DE LA SECURITE	79402846400046	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Les Responsables, Dirigeants, Managers, Exploitants individuels et les gérants des entreprises de sécurité privée sont soumis à une procédure d'agrément obligatoire à laquelle répond cette certification.

Si les conditions de moralité d'accès à la profession sont respectées, l'obtention de cette agrément ne peut se faire que par le suivi d'une formation délivrant un titre reconnu au RNCP effectuée dans un organisme de formation aux métiers de la sécurité privé agréé par le CNAPS

Le nouveau décret de la loi de sécurité globale (loi n° 2021-646) prévoit qu'à compter du 26 novembre 2022 les dirigeants associés, gérants associés d'entreprises, d'établissements secondaires ou Chefs de services internes de sécurité doivent justifier d'une agrément auquel répond cette certification

Les Formateurs aux métiers de la Protection Physiques de Personnes et Dirigeants d'Entreprise de Sécurité peuvent également justifier d'un diplôme de niveau 5 minimum dans le domaine de la sécurité privée afin de pouvoir dispenser les cours du Module juridique

ACTIVITÉS VISÉES

- Diriger une entreprise dans le domaine de la sécurité privée dans le respect de la réglementation
- Manager ses équipes sur le terrain ou à distance en collaboration avec les différents acteurs de la sécurité publique d'état (Police, gendarmerie, pompier)
- Effectuer une analyse des risques et de la menace en prenant en compte le contexte culturel, géographique, géopolitique...

- Réaliser un audit conseil de sécurité après étude des différents facteurs contextuels
- Gérer une situation conflictuelle au travail
- Mettre en place et organiser un dispositif de sécurité privé
- Gérer la sécurisation d'un grand rassemblement
- Gérer les tâches administratives et financières
- Réaliser les entretiens en vue d'un recrutement pour le compte du donneur d'ordre
- Gérer les paies, effectuer une déclaration d'embauche
- Répondre à un appel d'offre

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Construire un plan d'action marketing afin d'augmenter le portefeuille client à la suite d'une analyse des ventes de prestations de services

Mettre en place le e-mailing pour la prospection, la fidélisation et l'information de la clientèle de l'entreprise

Positionner une offre commerciale sur internet (image, vidéo, actualités)

Proposer des services sur internet par le biais de sites partenaires affiliés

Effectuer un plan marketing mobile afin de cibler une clientèle utilisatrice de smartphone

Effectuer un plan de communication simple, dans le but de représenter son entreprise sur les réseaux sociaux linkedin, facebook, instagram, twitter ...

Réaliser par soi-même ou avec l'aide de son conseil juridique, les conclusions du contrat de travail selon la mission, le lieu et le cahier des charges applicable

Réglementer les conditions de travail et faire respecter leurs mises en application au sein de l'entreprise en identifiant les différentes infractions en matière du droit du travail et de représentation du personnel

Réglementer les règles d'hygiène et de sécurité et assurer le respect de la réglementation applicable en période de crise sanitaire selon le type d'ERP où seront missionnés les agents.

Connaitre les différents acteurs institutionnels (préfecture, police, sécurité civile...)

Effectuer l'embauche d'un nouvel employé en vérifiant les pièces obligatoires (CNI, carte vitale, carte pro ect) dans le but d'effectuer la DPAE et de contrôler la validité de la carte professionnelle sur le site du CNAPS

En cas de rupture : respecter les conditions de rupture du contrat de travail propre à son activité et en lien avec la convention collective de l'entreprise ou du service interne le cas échéant

Mettre en œuvre des outils de gestions administrative afin de mieux prévoir l'activité de l'entreprise, piloter les évolutions comptables sociales et fiscales

Gérer les éléments de paie

Organiser des réunions de veille réglementaire pour être à jour de la législation en vigueur

Procéder au contrôle systématique des cartes professionnelles de agents afin d'en vérifier la validité et de les envoyer en formation de recyclage MAC (Mise à jour des compétences) dans les délais impartis

Diffuser largement les documents obligatoires tels que le code de déontologie et toute nouvelle note de service ou mise à jour du cahier des charges

Former les agents sur site afin qu'ils soient en mesure de répondre conformément au protocole préalablement défini par le document des risques et le cahier des charges

Faire respecter les règles RGPD, recueillir le consentement des personnes concernées, respecter le principe de minimisation, mettre en place des durées de conservation

Organiser le recrutement d'un agent en situation de handicap en faisant appel à une structure spécialisée afin de faciliter la procédure d'embauche

Assurer l'accessibilité au poste de travail, en cas de handicap visible, informer et sensibiliser les équipes pour une meilleure intégration dans l'entreprise

Respecter les normes et obligations liées à l'accessibilité (article 2 de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées)

Maîtriser les techniques de négociations et se tenir à l'écoute des différents acteurs afin de mieux comprendre l'origine du conflit

Prendre les décisions à chaud si nécessaire afin de mettre un terme au conflit grandissant, puis après avoir analysé tous les éléments à froid et s'être entretenu avec les différentes parties, décider de la suite à donner

Gérer le conflit en prenant toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le bon déroulement la mission de sécurisation pour laquelle son entreprise a été mandaté

S'imposer avec calme et délicatesse face à un donneur d'ordre ou à un subordonné pour faire appliquer une consigne de sécurité

Organiser la sécurité d'un évènement en entretenant de bonnes relations avec les différents acteurs de la sécurité publique

Visiter le site à sécuriser seul ou accompagné de son équipe pour évaluer et contrôler le dispositif déjà en place, évaluer également le niveau de risque en lien avec le futur évènement (augmentation de la capacité de l'ERP, fréquentation, contexte...)

Prendre en compte le risque cyber et la protection des données confidentielles

Effectuer des recherches afin d'exploiter les open source via les méthodes OSINT/OMINT

Réaliser un rapport d'Audit de sécurité, en vue de la mise en place de la sécurisation du site et en prenant en compte tous les paramètres contextuels :

- Cet Audit comprend une vue du site, document des risques, consignes particulières, dispositif de sécurité, liste des matériels, tarification...

Prendre toutes décisions nécessaires à la mise en place d'un dispositif de sécurité en fonction du domaine d'activité dans lequel l'entreprise de sécurité intervient

Assurer l'accessibilité des ERP aux personnes handicapées

Appliquer les normes et obligations liées à l'accessibilité dans les ERP

Tenir une veille sur l'évolution de la législation

Identifier les différents types de handicap pour mieux répondre à leurs besoins en termes d'accessibilité (moteur, sensoriels, psychiques, intellectuels, invalidantes)

Réalise un cahier des charges spécifique pour faire appliquer les consignes et procédures d'exploitation aux différents acteurs qui participeront à la sécurité de l'évènement

Identifier les différents modes opératoires afin de détecter et prévenir les incidents qui pourraient survenir au cours de l'évènement

Mettre en place le dispositif de sécurité en déterminant les emplacements des postes de contrôle et le cheminement de ronde et les moyens de communication au sein du dispositif

Déterminer la procédure à suivre en cas d'évacuation sanitaire et de balisage d'une zone de danger

Mettre en place les procédures de cyber sécurité et de protection de l'information stratégique

Mettre en place un dispositif de protection des données sensibles (RGPD)

Déterminer la liste réglementaire du matériel nécessaire au bon déroulement des missions de contrôle d'accès et de surveillance du site

Assurer l'accessibilité des ERP aux personnes handicapées

Appliquer les normes et obligations liées à l'accessibilité dans les ERP

Mettre en place un système de veille permanente afin de détecter des appels d'offre et sélectionner les marchés intéressants

Comprendre le contexte des marchés publics et privés et appréhender les principales notions juridiques

Retirer le dossier de consultation des entreprises et analyser les besoins afin de positionner son entreprise

Préparer son offre et rédiger son mémoire technique, distinguer les principales procédures afin de déposer son dossier de candidature

A la réception de l'appel d'offre, analyser les besoins afin de positionner son entreprise

Constituer son dossier de réponse aux marchés

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Activités privées de sécurité, Management en sécurité privée, Gérant d'entreprise de prestations de service de protection physique des personnes

Responsable d'une entreprise de sécurité il assure la gestion et l'organisation administrative au sein de son entreprise il gère le recrutement, les embauches des agents et organise les réunions internes

Il est le garant du bon déroulement de la mission dites de sécurité confiée par le client. A la tête de son entreprise il développe le plan de communication brief l'équipe administrative et planifie les rendez-vous clients

Manager de la sécurité il met en place le dispositif de sécurité propre au site et en adéquation avec le cahier des charges, à la demande du donneur d'ordre. Enfin il réalise un audit de sécurité grâce à une analyse des risques et de la menace

Les entreprises du secteur de la sécurité privée sont très spécialisées elles réalisent 86 % de leur chiffre d'affaires en sécurité

Micro-entreprise moins de 10 employés TPE – PME entre 10 et 250 employés

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Gérant d'entreprise de sécurité privée,
Dirigeant d'entreprise de sécurité privée

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

- Réglementation d'activité : Livre VI du code de sécurité intérieur Activités Privées de Sécurité
- loi n° 2021-646 au Journal officiel pour la sécurité globale préservant les libertés
- Loi du 28 Février 2017 relative à la sécurité publique
- Article 2 de la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées
- Arrête du 27 juin 2017 portant cahier des charges applicable à la formation initiale aux agents privés de sécurité, modifié par l'arrêté du 28 Septembre 2018
- Arrêté du 28 Septembre 2018 modifiant l'arrêté du 1er juillet 2016 relatif à l'agrément des organismes de formations aux métiers de la sécurité privée
- Arrêté du 28 Septembre 2018 modifiant l'arrêté du 27 Juin 2017 portant cahier des charges applicable à la formation aux métiers de la sécurité privée
- Carte professionnelle ou autorisation préalable délivrée par le CNAPS
- Être ressortissant d'un des pays inscrit sur la liste prévue aux articles L.612-6 et L.622-6 du C
- Code de déontologie des personnes physiques ou morales exerçant des activités privées de sécurité (Articles R631-1 à R631-32)
- Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985. Etendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985)
- Droit du travail
- Code pénal
- Code de procédure pénal
- Code civil

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5)
Facteurs principaux	Non-attractivité salariale, Intensité d'embauche, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	1 700 €
Familles professionnelles (FAP)	T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	24 884
Jugés difficiles à recruter	47 %
Emplois saisonniers	22 %
Familles professionnelles (FAP)	L6X00 — Dirigeants de petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Justifier d'un titre de niveau 4 ou équivalent

Être de nationalité française ou être ressortissant d'un pays de l'Union Européenne (ou d'un Etat faisant partie de

l'accord sur l'Espace Economique Européen).

? Remplir les conditions de moralité requises pour l'accès à la profession conformément à la loi du 12 juillet 1983.

? Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation à une peine correctionnelle ou à une peine criminelle inscrite au bulletin n°3 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent, pour des motifs incompatibles avec l'exercice des fonctions.

? Ne pas avoir commis d'actes éventuellement mentionnés dans les traitements de données personnelles gérées par les autorités de police et de gendarmerie.

? Ne pas être failli non réhabilité, ou déclaré en état de faillite ou de règlement judiciaire.

? Maîtriser la langue française. niveau B1

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Être de nationalité française ou être ressortissant d'un pays de l'Union Européenne (ou d'un Etat faisant partie de l'accord sur l'Espace Economique Européen

– Au moins 1 an en continue ou consécutif dans la direction d'entreprise de sécurité privé (Responsable d'exploitation, Manager en Sécurité ect)

– Bonne compréhension de la langue Française, niveau B1

– Remplir les conditions de moralités prévues par la loi Constitution du dossier d'admission

– Cerfa N°12818*02– Dépôt des documents attestant l'expérience de minimum 1 an (12 mois) à raison de 151h par mois

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

1 Président : Dirigeant d'entreprise de sécurité depuis plus de 2 ans (selon l'arrêté du 1er Juillet 2016 relatif à la certification des organismes de formation aux activités privées de sécurité)

2 membres externes justifiant de plus de 2 ans d'expérience dans le domaine d'activité

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 481 €
Selon la branche	6 808 € – 8 400 €
Prise en charge	Branches concernées
7 481 €	Valeur par défaut · 210 branches
8 400 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande
7 235 €	CPNE Casinos
6 808 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

Base légale

Date de décision	18/10/2023
Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	18/10/2025
Date de dernière délivrance possible	18/10/2029

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2020	9	2	89 %	78 %

2019

17

3

100 %

88 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP34983

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP41352

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.aspbodysguard.com/formation-pour-devenir-dirigeant-dentreprise-de-securite/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38113/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	35
Parcours menés à terme	35
Taux d'achèvement	100 %
Période	12/2023 – 02/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	42
Montant total engagé	131 387 €
Coût moyen par dossier	3 128 €
Durée moyenne	251 h
Période	12/2023 – 10/2025
France compétences	65 %
France Travail	27 %
Entreprise	5 %
Reste à charge titulaire	1 %
Régions	1 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.